

COMMENT ET POURQUOI FUT PRISE LA DECISION DE BOMBARDER

(Le calendrier politique de la décision de septembre 1944 à janvier 1946)

« Nous remercions Dieu d'avoir mis la bombe entre nos mains plutôt qu'entre celles de nos ennemis ; et nous prions pour qu'il nous amène à l'employer à Ses fins et comme Il le voudrait ». Harry Truman in Robert Jay Lifton et Greg Mitchell, Hiroshima in America. A half century of denial, New York Avon books, 1995, p. 28.

Après avoir examiné le projet Manhattan sous certains de ses aspects industriels, technologiques, organisationnels, budgétaires, sociaux, et ce que ce monde scientifique, technique et militaire clos sur lui-même a engendré comme mythologie archétypale dans l'imaginaire de ses protagonistes, puis (après Hiroshima) dans celui du monde occidental, il convient de voir précisément comment et pourquoi fut prise la décision « de passer à l'acte » et ce que cela annonçait dans les rapports entre le complexe scientifico-militaro-industriel et le pouvoir politique. En voici le calendrier politique.

Septembre 1944

Roosevelt confirme son choix de ne pas rendre publiques les recherches nucléaires afin de garder le monopole de l'arme atomique, d'éviter un accord international à ce sujet, et de restreindre les échanges scientifiques avec ses alliés.

Janvier 1945

Le 27 janvier, l'armée soviétique libère Auschwitz.

Les scientifiques et les médecins états-uniens commencent des expériences secrètes sur la toxicité du Plutonium en l'injectant à des patients et des prisonniers, sans leur consentement. Un consultant civil au département de la guerre, Jack Madigan, résume ainsi son appréciation sur ces expériences : « *Si le projet réussit, il n'y aura pas d'enquête. Si ce n'est pas le cas, ils n'enquêteront que là-dessus.* » Le projet a réussi.

Février 1945

Du 4 au 11 février, lors de la conférence de Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline se partagent confidentiellement le monde en « zones d'influence ».

Printemps 1945

La Marine impériale japonaise avait pratiquement cessé d'exister après la bataille du golfe de Leyte en Octobre 1944. Les sous-marins états-uniens étranguaient et isolaient les plus grandes îles du Japon tandis que les bombardiers des forces aériennes réduisaient progressivement ses villes en cendres au point que, « *les objectifs civils faisant défaut* », il était prévu de s'attaquer en septembre aux voies de communications. Ces bombardements ont provoqué entre huit cent mille et un million deux cent mille victimes selon les sources, le déplacement de plus de neuf millions de personnes et ont réduit les productions de guerre japonaises d'un tiers.

25 mars 1945

À la demande de Leo Szilard, Albert Einstein signe une lettre avertissant Roosevelt des dangers d'une course aux armements nucléaires si la bombe atomique était utilisée contre le Japon.

Du 1^{er} Avril au 21 juin a lieu la bataille d'Okinawa qui est finalement perdue par le Japon.

Avril 1945

Le 2 avril 1945, suite aux accords secrets de Yalta,¹ Molotov informe l'ambassadeur japonais Naotake Satō de l'abrogation du Pacte de neutralité soviéto-japonais de 1941.

Le 7 avril, au Japon, deux intimes de l'empereur, opposants de toujours à la guerre contre les États-Unis, accèdent au gouvernement, ce qui indiquait clairement que l'empereur envisageait de mettre fin aux hostilités.² [1]

Le 10 avril, dans le cadre du projet Manhattan, un motocycliste blessé nommé Ebb Cade reçoit une injection de 4,7 microgrammes de Plutonium à son insu.

Le 13 avril, en pleine bataille d'Okinawa et alors que les nazis n'ont pas encore capitulé, Truman accède au pouvoir le lendemain du décès de Roosevelt. Il déclare aux journalistes : « *Les gars, si vous priez, priez pour moi. Je ne sais pas si une botte de foin vous est déjà tombée dessus mais lorsqu'ils m'ont dit ce qui est arrivé hier, j'ai l'impression que la Lune, les étoiles et toutes les planètes me sont tombées dessus* ». Décrit comme un pantin sans envergure dont « l'intelligence frôlait celle des brutes de cour de récréation », Truman doit sa présence auprès de Roosevelt à des manœuvres grossièrement frauduleuses durant la convention démocrate de juillet 1944 à Chicago, qui ont écarté Wallace, jugé trop à gauche. Il est avisé par James Byrnes, ex-directeur de l'office de mobilisation, des opportunités ouvertes par la détention de l'arme atomique : « *cet explosif [peut] parfaitement nous mettre en mesure de dicter nos propres conditions à la fin de la guerre* ».

Le 14 avril, Stimson, secrétaire à la guerre, et Groves, chef du projet Manhattan, lui en parlent également. Le nouveau président découvre peu à peu un projet majeur qui mobilise d'énormes investissements industriels, scientifiques et militaires, dont les coûts dépassent tous les autres programmes en train et qui ressort également du domaine des relations internationales quant à ses conséquences. Dans les jours qui suivent, Byrnes a de nombreux entretiens avec Truman qui, rapidement, veut en faire son secrétaire d'Etat à la place de Stettinius qui est occupé à la création des Nations-Unies.

Le 23 avril, Molotov, en route vers la réunion de fondation des Nations Unies à San Francisco, rencontre Truman qui l'éconduit à propos du gouvernement de la Pologne : « *Je lui ai sèchement expliqué que la coopération [et le respect des accords de Yalta] ne pouvait être à sens unique* », ce qui aurait fait dire à Molotov : « *Jamais de ma vie on ne m'a parlé de cette manière* », à quoi Truman aurait répondu : « *Respectez vos contrats et l'on ne vous parlera plus ainsi* ». En sortant de la réunion, Truman se souvint avoir dit à un assistant : « *Je viens de lui flanquer un une-deux à la mâchoire, pensez-vous que j'ai bien fait ?* » Visiblement, les Stettinius, Byrnes, Averell Harriman et autres membres très réactionnaires de l'administration, mais que Roosevelt pouvait contenir, avaient convaincu Truman de changer de cap vis-à-vis de l'URSS.

Le 25 avril, le secrétaire à la Guerre Stimson et le général Groves informent en détail Truman du projet Manhattan. Stimson plaide pour l'instauration d'un Comité Intérimaire (Interim Committee) dont le but serait de conseiller le président sur les diverses questions soulevées par la mise au point imminente de l'arme atomique, de faire des recommandations sur la recherche et le développement de l'énergie nucléaire, de réfléchir à la législation nécessaire à son industrialisation et surtout de *préparer les futures auditions concernant les dépenses du projet Manhattan devant le Congrès*.

Ce même jour, lors d'un examen de la stratégie militaire dans le Pacifique, les chefs d'état-major recommandaient que « *la capitulation soit définie en des termes recevables pour les Japonais* ». En effet, pour n'importe quel japonais, il était impensable d'accepter une « reddition inconditionnelle », ce qui revenait à « perdre la face » ; de plus, la destitution de l'empereur ou l'abolition de l'empire les aurait inéluctablement poussé à se battre jusqu'à la mort. Ainsi, refuser d'abandonner ce vocabulaire radical dans la demande de capitulation, comme le proposaient les chefs d'état-major, revenait à fermer délibérément la porte à toute possibilité de capitulation du Japon.

Le 27 Avril 1945, suite à une série de réunions tenues depuis le début de l'année, un groupe du projet Manhattan connu sous le nom du Comité de la Cible (Target Committee) est créé. Il décide que le choix d'un objectif devrait se porter sur « *les grandes zones urbaines, de plus de cinq kilomètres de diamètre, enserrées dans de larges conurbations peuplées* ».

Le 29 avril, dans un rapport intitulé, « reddition inconditionnelle », le Joint Intelligence Committee (coordination des services secrets) informe les chefs d'état-major que « *nombre de japonais éclairés, tant militaires que civils, réalisent déjà l'inévitabilité de la défaite absolue* ».

Mai 1945, les noirs desseins prennent forme

Les « expériences médicales » du projet Manhattan continuent à Chicago sur trois patients atteints de cancer. Leur consentement a été obtenu en leur présentant ces injections de plutonium comme l'essai d'une nouvelle thérapie susceptible de hâter leur guérison.

Byrnes, Groves, Oppenheimer et Stimson vont s'avérer être *les quatre hommes-clés dans la décision d'utiliser la bombe atomique* prise par Truman.

¹ Il s'agit, entre autres, de l'engagement soviétique de retourner leurs armées contre le Japon au plus tard trois mois après la victoire en Europe. Comme celle-ci eut lieu le 8 mai, les soviétiques se devaient donc d'ouvrir le front de l'Est avant le 8 août 1945. . .

² Len Giovannitti et Fred Freed, *The decision to drop the bomb*, NY, Coward- McCann, 1965, p. 18. J'ai numéroté ainsi [1], [2]... [8] les indices de tous ordres ou les démarches montrant la volonté Japonaise de terminer la guerre d'une manière ou d'une autre. Dans ce résumé manquent les n°2, 3 et 8.

Le 8 mai voit la fin de la guerre en Europe.

Le 9 mai, le *Comité Intérimaire* tint sa première réunion et poursuivit ses rencontres jusqu'au 19 juillet.

Ce même jour, en réponse à Churchill qui le pressait d'organiser une rencontre des trois alliés après la défaite nazie, Truman répond « *qu'il lui sera difficile de s'absenter de Washington avant la fin de l'année fiscale, le 30 juin* » ! Churchill insiste à plusieurs reprises sans succès. Alors que l'Europe est en plein bouleversement, Truman cherche à gagner du temps et fait même savoir à Staline qu'il ne sera pas disponible avant la mi-juillet, date fixée du premier essai nucléaire : *autrement dit, à la date du 9 mai, Truman a déjà pris la décision d'utiliser la bombe atomique* et fera tout son possible pour prolonger la guerre à cette fin.

Le 10 mai, les chefs d'état major réunis avec Stimson étudient la situation militaire. La marine soutient qu'une invasion de la Mandchourie par les soviétiques, combinée avec le blocus maritime et la poursuite des bombardements, pourrait éviter un débarquement, ce qui sera ensuite totalement occulté. Les autres armes soutiennent un projet de débarquement pour le 1^{er} novembre (opérations « Olympic » et « Coronet »), projet approuvé le 25 mai par le Joint Chiefs of Staff (Etat major). Dans les deux scénarii, l'intervention des soviétiques était jugée nécessaire, ce qui n'enchantait guère les responsables politiques.

Du 10 au 11 mai, le Comité de la Cible rejette formellement l'idée d'attaquer une cible militaire isolée, concluant que « *tout objectif limité et strictement militaire devait être situé dans une zone beaucoup plus grande, sensible aux dégâts du souffle de l'explosion, afin d'éviter les risques de perdre cette arme en raison d'un mauvais ciblage* » ; autre recommandation : la bombe devrait être utilisée contre une ville relativement épargnée, de manière à pouvoir évaluer précisément sa puissance de destruction. Le Comité de la Cible a donc rejeté Tokyo parce que la ville était « *désormais en quasi-totalité bombardée et brûlée* ».

Le 14 mai, soit deux mois avant l'essai Trinity, le Comité Intérimaire désigne William Laurence³ pour rendre compte à la presse du premier essai atomique. Le « Story telling atomique » fut l'objet d'un travail fouillé, d'une mise au point précise et d'une attention méticuleuse, étant donné que dès 1944 il devenait certain que la bombe ne serait pas utilisée contre les nazis. D'ailleurs, imagine-t-on les conséquences qu'aurait provoquées un bombardement atomique de Berlin ?

Le 15 mai 1945, Stimson – ébranlé – reçut un « mémorandum assez spectaculaire et radical » de son ancien patron, l'ex-président Herbert Hoover, suggérant que les États-Unis proposent plutôt une offre de capitulation « en termes clairs ».

Du 28 au 31 mai 1945 : quatre jours décisifs

Le 28 mai 1945, à Los Alamos, la troisième et dernière réunion du Comité de la Cible a abouti à la sélection de Kyoto, Hiroshima, Niigata comme villes à bombarder. Le comité de la cible a convenu :

- *de ne pas spécifier de points de visée, ceci devant être laissé à la détermination ultérieure des équipages lorsque les conditions météorologiques seraient connues.*

- *de négliger les zones industrielles comme point central de la cible, car sur ces trois objectifs [Kyoto, Hiroshima, Niigata] ces zones étaient de petites tailles, réparties sur les franges des cités et très dispersées.*

- *de s'efforcer de placer le premier gadget dans le centre de la ville sélectionnée* ».

Dans les jours qui suivirent, les scientifiques, les ingénieurs et les militaires allaient s'employer à « verrouiller la manière d'utiliser la bombe » par des arguments techniques qui dépassaient très largement les compétences des quelques responsables politiques informés du projet Manhattan.

Le 28 mai 1945 à Washington, certains membres de l'administration Truman font circuler un mémorandum demandant un réexamen urgent de la politique de « capitulation sans condition ».

Le même jour, Grew a suggéré un changement encore plus précis dans la politique des Etats-Unis : lors d'une réunion avec Truman, cet ancien ambassadeur au Japon a indiqué que « *le plus grand obstacle à la capitulation sans condition des Japonais, c'est leur conviction que cela entraînerait la destitution de l'empereur ou l'abolition de l'institution impériale* ». Grew avait compris que cette institution était l'élément-clé de la structure politique et militaire japonaise, « *sans la prise en compte de laquelle la capitulation serait très peu probable* ».

Le 29 mai, une réunion est organisée avec Marshall, Forrestal, Grew, et l'expert du département d'Etat pour l'Extrême-Orient Eugene Dooman. Stimson « *fut enclin à proposer une modification de la formule de capitulation sans condition qui excluait ces termes* » mais la séance fut levée sans aucune modification des termes de l'offre de capitulation au Japon.

Après la guerre, Grew et plusieurs de ses anciens collègues du département d'Etat étaient toujours perplexes à propos de cette réunion du 29 mai : « *Dooman, en privé, a fustigé les explications d'après-guerre de Stimson quant à cet ajournement des conditions de la capitulation, les qualifiant de malhonnêtes et sinistres* ». En 1947, l'ancien responsable du département d'Etat, William R. Castle (qui avait travaillé avec Stimson dans l'administration Hoover) a confié ses soupçons : « *Je suppose que Stimson et Marshall voulaient que la guerre continue assez longtemps pour avoir la possibilité d'essayer la bombe atomique sur les villes japonaises. Plus je pense à ce comportement, plus je sens que c'est indéfendable et barbare* ».

³ Chroniqueur scientifique au New York Times, recruté au Pentagone en mars 1945 par Leslie Groves comme chef des relations publiques. Il fut invité à assister à l'essai du 16 juillet et au bombardement de Nagasaki à partir d'un avion états-unien. Il a écrit la plupart des déclarations officielles états-uniennes au sujet de la bombe, et a publié dans le New York Times une série de dix articles célébrant « le triomphe de la science ». Cf. le chapitre suivant.

Le 30 mai. Le journal de Stimson est elliptique dans sa description des événements de ce matin-là, enregistrant simplement : « nous avons discuté à fond sur cette mise en œuvre au Japon ». Kyoto ne fut pas le seul sujet de conversation ce matin-là ; ce qu'avait bien perçu Groves en alertant ses supérieurs, c'est que le conflit de pouvoir latent entre le complexe scientifico-militaro-industriel du nucléaire et les responsables politiques (notamment le secrétariat à la guerre) menaçait d'éclater.

Le 31 mai 1945 à 10h00 au Pentagone, la plus grande partie de la discussion du matin a porté sur les questions d'après-guerre, y compris sur la question de savoir si (et dans quelles conditions) les États-Unis devraient s'entretenir de l'énergie atomique avec l'Union Soviétique. À la pause du déjeuner, au moment où Marshall a quitté la réunion pour d'autres activités, le comité a discuté de manière informelle de la possibilité d'une démonstration pacifique de la bombe destinée à impressionner les Japonais. Oppenheimer avait déjà exprimé son opposition à cet usage pacifique et l'a réitérée. Selon Lawrence, Oppenheimer et Groves ont affirmé de conserve que « la seule manière de faire une démonstration [de puissance] serait d'attaquer une cible tangible de structures bâties » : en préconisant l'utilisation de la bombe contre les structures légères d'habitations de manière à maximiser ses effets de souffle, les deux hommes s'appuyaient sur une logique à toute épreuve, celle qui avait guidé le développement de l'arme de destruction massive. Sans parler du fait que les hauteurs de détonation furent expressément choisies pour maximiser les effets de souffle et non pour minimiser les effets radioactifs comme cela sera plus tard avancé.

En réalité, les équipages du 509^e groupe stationnés sur la base aérienne de l'île de Tinian avaient été autorisés à choisir leurs propres points de visée afin de maximiser l'effet de la bombe sur la ville, au détriment de la frappe de n'importe quelle cible militaro-industrielle particulière. Groves n'a pas jugé utile d'en informer Stimson ou Conant, que ce soit ce jour là ou plus tard.

Last but not least, afin de « faire une impression psychologique profonde sur le plus grand nombre d'habitants possible », (sic) la bombe devrait être utilisée dans une zone où il y aurait un grand nombre de personnes pouvant assister à ses effets. En conséquence, aucune alerte ne serait donnée aux japonais avant le bombardement. Dans les discussions du Comité de la Cible des 10 et 11 mai, ces facteurs psychologiques furent examinés : Kyoto, centre intellectuel et capitale historique du Japon, avait été choisi comme le meilleur objectif, en partie parce que ses habitants étaient « hautement cultivés et donc mieux à même d'apprécier l'importance de l'arme ». Il s'agissait de faire une « utilisation suffisamment spectaculaire pour que l'importance de l'arme soit reconnue à l'échelle internationale ».

Ce qui signifiait de facto que la question de la fin de la guerre passait au second plan vis-à-vis de la démonstration politique que permettrait la bombe atomique. Que dans ces conditions elle ait été retardée de quelques semaines n'a rien d'étonnant. Les diverses consultations en cours ne visaient qu'à motiver la décision prise auprès du congrès et auprès de l'opinion publique internationale.

Mai-juin-juillet 1945, le Japon tente d'enclencher des négociations de paix.

Les autorités japonaises avaient compris que la guerre était perdue dès avril 1945. Après la défaite d'Okinawa, le 22 juin, Hiro Hito donnait formellement son accord pour débiter des négociations par l'intermédiaire des soviétiques. Les autorités états-uniennes allaient décrypter tous les messages envoyés par le premier ministre Shigenori Tōgō à son ambassadeur en poste à Moscou, Naotake Satō ; des instructions insistantes lui enjoignaient de tout faire pour s'assurer de la médiation soviétique auprès des États-Unis, afin d'engager des pourparlers de cessation des hostilités [4]. En fait, l'empereur ne connaissait pas les engagements secrets pris par les Soviétiques à Yalta, à savoir de déclarer la guerre au Japon au maximum trois mois après la défaite des nazis, ce qu'ils firent le 8 août. De plus, Staline avait des ambitions territoriales notamment sur l'île de Sakhaline et l'archipel des Kouriles, qu'il a fini par occuper en continuant à faire avancer ses armées malgré la capitulation japonaise du 15 août. Les soviétiques ont donc tout fait pour saboter ces tentatives de négociations (ce que l'ambassadeur Satō avait compris, mais il ne fut pas écouté par son premier ministre) ; la décision japonaise du 7 juillet consistant à dépêcher un envoyé spécial à Moscou, le prince Fumimaro Konoye (dès le mois de février, celui-ci avait conseillé à Hiro Hito de cesser la guerre) n'y changera rien [5]. Le 30 juillet, quatre jours après l'ultimatum des alliés et huit jours avant la déclaration de guerre soviétique, Naotake Satō tentait de rencontrer Molotov, car les japonais croyaient encore à une possible médiation soviétique. Comme Truman, mais pour des raisons et avec des échéances différentes, Staline avait tout intérêt à ce que la guerre se prolonge, de manière à retourner ses troupes vers le front de l'Est et prendre sa part du gâteau nippon.

Le 14 juin, le rapport du comité Franck – qui recommande que la bombe soit montrée aux Japonais avant d'être utilisée contre les civils – est amené à Los Alamos par Arthur Compton et des copies en ont été remises à Fermi, Lawrence et Oppenheimer. Ceux-ci en concluent : « Nous ne pouvons proposer aucune démonstration technique susceptible de mettre un terme à la guerre car nous ne voyons aucune alternative à son usage militaire ».

Au sujet d'une éventuelle démonstration de la bombe dans un désert devant les japonais, Oppenheimer écrit : « la destruction qui s'abat sur le désert, c'est zéro ».

Réalisé à la demande de Truman, le rapport secret du *Joint war plans committee* au sujet d'un éventuel débarquement, estime les pertes de cette opération, tous scénarii confondus, à cinquante mille soldats au maximum. C'est lors de la réunion du 18 juin, en présence de Stimson et des principaux chefs militaires que Truman donne son accord au plan « Olympic », confirmant ainsi définitivement sa volonté d'en passer par les armes pour obtenir la capitulation du Japon. La marine, encore traversée par les

traditions de la Royale, écartée du projet Manhattan, était hostile au bombardement atomique : les 22 septembre et 6 octobre 1945, l'Amiral Nimitz avait déclaré dans le New York Times que même sans les bombes atomiques et l'entrée en guerre des soviétiques, le Japon aurait capitulé. « *Le Japon impérial, n'était déjà plus que l'ombre de lui-même : son arme d'élite d'autrefois, l'aviation, ne comprenait plus qu'un petit nombre d'adolescents désespérés mais prodigieusement courageux, et dont la plupart étaient assignés à des missions kamikazes ; il ne restait pratiquement plus rien de la marine marchande et de la marine de guerre. Les défenses antiaériennes s'étaient effondrées : entre le 9 mars et le 15 juin, les bombardiers B-29 américains avaient effectué plus de sept mille sorties en subissant seulement des pertes minimales* ». Selon le rapport de l'US Strategic Bombing Survey de 1946, le Japon aurait fort probablement capitulé avant novembre 1945, sans l'usage de l'arme atomique, sans l'invasion des troupes soviétiques, voire même sans un débarquement.

Le plus important, c'est que les termes de la reddition restant inchangés – ils ne précisaient notamment pas l'avenir de l'empereur – cela interdisait de facto toute possibilité de capitulation de Tokyo et torpillait à l'avance toute tentative de négociation. Les mêmes termes furent utilisés dans l'ultimatum du 26 juillet ; autrement dit, l'administration Truman savait qu'il n'avait strictement aucune chance d'être accepté par les japonais malgré leur désir d'arrêter la guerre, ce qui garantissait de facto l'usage des bombes atomiques qui fut d'ailleurs ordonné la veille de la publication de l'ultimatum, le 25 juillet.

Le 27 juin, les chefs militaires sont convaincus à juste titre que l'arme atomique sera utilisée ; le sous-secrétaire de la marine, Ralph A. Bard, envoie une note au secrétaire à la Guerre Stimson, rappelant que le « *fair-play exige que les japonais soient avertis avant une attaque atomique* » et recommande que les États-Unis leur donnent « *des informations concernant l'utilisation de l'énergie atomique* ».

Le 7 juillet, Truman part pour Potsdam sur l'Augusta, accompagné par le nouveau secrétaire d'Etat Byrnes. Ils sont en mer depuis une journée quand Byrnes reçoit un télégramme du secrétaire d'Etat par intérim, Joseph Grew, décrivant une ouverture de paix de l'attaché militaire japonais à Stockholm. L'attaché a offert un règlement négocié de la guerre si les États-Unis garantissaient la pérennité du règne de l'empereur. [6]

Le 10 juillet, lors d'une réunion du Conseil de Direction suprême de la guerre, l'empereur Hirohito demande d'accélérer les démarches de paix via la médiation Soviétique.

Le 13 juillet, Washington intercepte et décode un câble du ministre japonais des Affaires étrangères Shigenori Tōgō à son ambassadeur à Moscou qui affirme, « *reddition inconditionnelle, seul obstacle à la paix* ». [7]

Le 15 juillet, sur le chemin de Potsdam, le président Truman arrive à Anvers. Byrnes l'a convaincu d'abandonner l'article 12 de la Déclaration de Potsdam, qui donnait l'assurance que l'empereur serait autorisé à conserver son trône comme monarque constitutionnel. Ce durcissement des conditions est clairement une manœuvre visant à éviter la capitulation immédiate du Japon.

Le 16 juillet, à la veille de la conférence de Potsdam, eut lieu la *première explosion atomique* dans le Nevada. Il faudrait être bien naïf pour croire que ce fut là une simple coïncidence. En fait, suite à ce premier essai réussi, tous les responsables états-uniens dans le secret étaient persuadés que la bombe atomique venait de changer le rapport des forces face à leurs rivaux soviétiques.

Le 17 juillet, Leo Szilard, ignorant l'essai Trinity du fait que Groves l'avait isolé, envoie à Truman une pétition dans laquelle 67 cosignataires demandent de ne pas utiliser la bombe atomique. Le président ne la reçut jamais.

Le 23 juillet, le secrétaire adjoint à la guerre McCloy écrit dans son journal de Potsdam : « *Sur tous les sujets, la grosse bombe joue son rôle. Elle a endurci le premier ministre et le Président. Après avoir lu le rapport de Groves, ils sont allés à la réunion suivante comme de petits garçons avec une grosse pomme rouge secrète dans leur poche* ».

Le 24 juillet, Walter Brown, adjoint spécial du Secrétaire d'Etat, confie à son journal : Byrnes souhaite qu'après la bombe atomique, le Japon se rende sans que la Russie puisse participer à sa défaite, ni qu'elle soit ainsi en mesure de revendiquer quelque chose contre la Chine.

Le 25 juillet 1945, une directive du chef de cabinet militaire Thomas T. Handy au général Carl A. Spaatz, commandant des Forces aériennes stratégiques des États-Unis, autorise l'utilisation de la « *première bombe spéciale dès que le temps permettra un bombardement visuel, à partir du 3 août* » sur l'une des quatre villes ciblées (Hiroshima, Kokura, Nagasaki et Niigata.). Le lendemain à Potsdam, l'ultimatum est lancé contre le Japon.

Août 1945

Les 6 et 9 août : Hiroshima et Nagasaki sont bombardées.

Le 8 août, tandis que l'URSS déclare la guerre au Japon conformément à ses engagements de Yalta, à Londres, étaient signés les accords portant statut du tribunal militaire international de Nuremberg et définissant la notion de crime contre l'humanité, laquelle stipulait expressément que les alliés ne pourraient en être accusés.

Le 12 août, l'histoire revue et corrigée de la bombe atomique est déjà prête pour une diffusion mondiale, il s'agit du « Smyth Report » un monument célèbre de la communication nucléaire qui est encore souvent cité comme source crédible.

En Mandchourie, les troupes soviétiques ont progressé de 400 km en huit jours et font leur jonction avec celles du parti communiste chinois et de sa guérilla. La conquête définitive de la Mandchourie par les communistes fut, à la fin 1948, l'un des tournants de la révolution chinoise, tandis que l'occupation du nord de la Corée par les Soviétiques constituera le prélude à cette guerre.

Septembre 1945

La reddition japonaise est signée sur le porte-avions Missouri le 2 septembre : l'empereur est maintenu à son poste, comme le demandaient les Japonais depuis des mois.

Novembre – Décembre 1945

Le 23 novembre, dans un accord secret entre la République tchécoslovaque et l'Union soviétique, celle-ci obtient des droits exclusifs sur tout l'Uranium extrait dans ce pays.

En décembre, dans le cadre du projet Manhattan (et sous le nom de code « Human Products »), des injections d'Uranium sont faites à l'hôpital de Rochester sur six patients et sans leur consentement. Les doses sont progressivement augmentées pour chaque patient jusqu'à ce que des lésions rénales soient détectées.

Janvier 1946

Les études de nutrition Vanderbilt commencent. Dans un « cocktail » qui visait soi-disant à optimiser leur alimentation, on donne du fer radioactif à des femmes enceintes, à leur insu et sans leur consentement. Quatre enfants sont morts d'un cancer malin et plusieurs femmes ont été victimes d'anémies, d'éruptions cutanées, d'ecchymoses, d'une perte des dents, des cheveux et finalement d'un cancer.

LES DÉS ÉTAIENT JETÉS DEPUIS LONGTEMPS

Il est clair que depuis l'arrivée de Truman à la présidence, la succession des décisions prises a eu pour conséquence de verrouiller peu à peu la question des conditions de reddition du Japon et en conséquence celle du bombardement atomique.

Examinons cette question sous un autre angle : éviter de bombarder Hiroshima et Nagasaki aurait exigé de la part du président qu'il s'oppose aux responsables militaires, civils et scientifiques du projet Manhattan qui désiraient éprouver « la solution finale », c'est-à-dire expérimenter la bombe atomique in vivo ; cela aurait exigé qu'il déçoive tous les grands groupes industriels investis dans le projet Manhattan dont les intérêts étaient bien représentés dans son entourage immédiat ; cela aurait exigé que les dizaines de milliers de personnes qui travaillaient sur les trente-deux sites soient progressivement débauchées ; cela aurait exigé enfin qu'il justifie devant le congrès, l'abandon du projet après les énormes sommes dépensées. Or, Truman, fut à l'initiative de la *World War II Senate Special Committee to Investigate the National Defense Program*, afin d'enquêter sur la légitimité des dépenses de guerre.

Derrière cet enjeu géostratégique pointait une lutte pour la redistribution des influences coloniales passées qui a contaminé les relations entre alliés durant toutes ces années de guerre⁴. Dans ce cadre, les bombardements atomiques furent aussi un signal d'arrêt impératif envoyé aux troupes de Staline en progression rapide.

Les 6 et 9 août 1945, la boucle fut bouclée pour ainsi dire : cette recherche scientifique, industrielle et militaire sur l'arme atomique, initiée lors d'une course aux armements avec l'Allemagne nazie, a engendré le plus grand projet scientifique, industriel et militaire de tous les temps, lequel deviendrait la « locomotive » d'un *Complexe Dominant* qui allait bouleverser le monde en imposant une économie de guerre permanente à la vie sur Terre.

L'invention des bombardements aériens

Cette stratégie militaire qui consiste à prendre pour cibles les civils du pays adverse – « afin d'anéantir son moral » – a une histoire. L'essayiste suédois Sven Lindqvist dépeint les évolutions culturelles, juridiques et politiques qui ont permis l'extension du domaine des bombardements par la voie aérienne. Ceux-ci ont été « expérimentés » avant 1914 dans des pays colonisés (Lybie et Maroc) : les pilotes lançaient des grenades à main en passant en rase-mottes au dessus « des villages à pacifier ». Trente ans plus tard, les grandes puissances coloniales y ont réitéré leurs expériences, puisqu'en 1946 débutaient les premières explosions atomiques états-uniens dans les îles Marshall du Pacifique, que la première bombe anglaise était tirée le 3 octobre 1952 en terre Aborigène et que la française le fut en terre Touarègue le 13 février 1960 : ces terres étaient présentées aux actualités comme vides de présences humaines, désertes, et à ce titre utilisables comme des paillasses de laboratoire interchangeables par les militaires. Toute une conception coloniale du monde et de la vie sur Terre...

Sven Lindqvist attire surtout l'attention sur le contenu de la toute jeune science-fiction de la fin du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres, qui décrit avant l'heure des villes bombardées, des populations gazées et le règne de la destruction massive sous l'égide grandiose et incontestable d'une science et d'une technique futuristes. D'autre part, il détaille l'opiniâtreté des juristes au service des puissances occidentales qui, afin de contourner les accords et conventions internationales, poursuivent un patient travail de légalisation des bombardements aériens de civils, c'est-à-dire un travail d'extension légale des crimes de guerre. Peu à peu, la distinction entre civils et combattants en temps de guerre est brouillée, étant donné que l'ensemble de la nation est progressivement considérée comme ennemi. En suivant ce type de raisonnement, « abattre le moral des

⁴ Cf. à ce sujet la série d'Oliver Stone intitulée *Une autre histoire de l'Amérique*, diffusée en janvier 2014, intéressante malgré tous ses défauts.

populations » par des crimes de guerre doit permettre de défaire l'ennemi... de hâter sa demande de paix... ou d'épargner la vie de ses propres soldats.

La notion de guerre totale – il ne doit plus exister un seul espace de paix pour l'ensemble des civils du pays ennemi – est peu à peu légitimée, pour soi disant « sauvegarder la paix », ce qui fut un des arguments employés durant la guerre froide par les deux camps. Ce que l'on peut déduire de la lecture de Sven Lindqvist, c'est qu'à partir du champ de bataille de 1918, la notion de guerre thermo-industrielle totale a été appliquée à l'ensemble du territoire ennemi mais qu'avec les bombes atomiques, les fusées intercontinentales et les satellites, elle envahira la planète toute entière, atmosphère, océans et pôles compris. Que l'on songe également à la dissuasion propre à la guerre froide : belle « espérance » que celle fondée sur la possibilité de massacrer des centaines de millions de personnes, en un instant, sans parler de la destruction de la biosphère.

Un enjeu politique décisif, l'exercice du leadership mondial

Nous avons examiné en détail comment et pourquoi la guerre contre le Japon fut prolongée : en vue d'utiliser l'arme nucléaire et d'en afficher la puissance aux yeux du monde entier. C'est pourquoi les ingénieurs, techniciens, et industriels du projet Manhattan durent travailler d'arrache-pied, quasiment jour et nuit dans les dernières semaines, d'une part afin d'effectuer au plus tôt le premier test ; d'autre part afin que d'autres bombes atomiques puissent être utilisées avant l'arrivée prévisible des troupes soviétiques sur le sol japonais. En fin de compte, les seules troupes d'occupation autorisées à entrer sur le sol japonais le 2 septembre furent celles des Etats-Unis. Les bombes atomiques furent donc également les premiers actes de la guerre froide : « *Avant la bombe atomique j'aurais affirmé avec beaucoup de certitude que nous pouvions vivre en paix avec la Russie. Maintenant, je ne sais plus. [...] Les gens ont peur. Ils sont troublés. Tout le monde se sent à nouveau menacé* ». ⁵

Truman et l'administration présidentielle (on peut à ce sujet parler de l'influence belliqueuse prépondérante de R. Oppenheimer, James F. Byrnes, L. Groves et Stimson qui ont siégé au Comité intérimaire), en prenant la décision de lancer les bombes atomiques sur les populations nippones, ont propulsé les Etats-Unis à des fonctions totalement nouvelles et à un leadership internationalement reconnu mais irrémédiablement mêlé à un crime contre l'Humanité et à un biocide.

Pendant de temps là, c'est à dire entre les raids d'Hiroshima et de Nagasaki, étaient signés, les accords définissant la notion de crime contre l'humanité. Curieuse construction juridique que celle qui prévoyait explicitement de s'auto-exclure d'un crime. La date généralement ignorée de cet accord juridique international, ne peut être attribuée au hasard : il s'agissait évidemment de se prémunir rapidement contre l'application éventuelle de ce chef d'inculpation à propos des bombardements en cours. *Ce fait n'est que le symptôme visible de l'intentionnalité de ces crimes qui fut organisé par tout un appareil d'état et légitimé par une idéologie ad hoc sur laquelle il nous faudra revenir.*

Ce qui constitue le noyau de « l'histoire atomique » est devenu pour toujours et en quasi-totalité insaisissable : soit que les documents restent inaccessibles, soit qu'ils aient fait l'objet de destructions ciblées ou d'incendies « accidentels » des archives, y compris un demi-siècle après les faits, lorsque des chercheurs ou des journalistes se sont montrés un peu trop curieux. Mais l'opération la plus subtilement construite a consisté à maquiller toutes les données initialement récoltées, durant des décennies. Certes, le climat de guerre, la synergie entre secret militaire et raison d'Etat y auront grandement contribué mais n'expliquent pas tout.

Le « job » de l'ABCC durant trente ans est exemplaire à ce niveau : piloté par les scientifiques états-uniens James V. Neel et W. J. Schull dès sa création, cet organisme de recherche implanté sur les hauts d'Hiroshima, très bien équipé et qui a compté jusqu'à un millier d'employés, a fourni la base scientifiquement élaborée de tous les argumentaires dont les puissances nucléaires, l'AIEA et tous les nucléologues usent depuis des décennies dans le but de dénier la réalité des effets de la radioactivité quelle que soit la dose. Et ceci fut exécuté avec la complicité active d'une partie du monde scientifique et de son système de validation, par exemple la revue *Science*, dès 1947.

En outre, tenter de reconstituer la véracité des faits demanderait des moyens que seuls les pouvoirs publics auraient la possibilité de mettre en œuvre, soit dans le domaine épidémiologique, soit dans le domaine des analyses de retombées sur de vastes territoires. Les désastres de Tchernobyl et Fukushima nous ont fourni une actualisation supplémentaire de l'échelle géographique, scientifique et politique de ces multiples malversations. Cela ne doit pas nous empêcher d'examiner en détail certains aspects de ces événements lorsque cela est possible, de manière à ce que chacun puisse se faire une idée de l'ampleur de ces manœuvres. *Celles-ci ajoutent aux difficultés inhérentes à se représenter le nucléaire à cause de sa « nature abstraite » et surtout du fait qu'il constitue la figure de la mort la plus terrible que l'Humanité ait jamais inventé.*

⁵ Dwight Eisenhower en visite à Moscou après-guerre, cité par Gar Alperovitz, p. 144.